

# GORDON S. BLAIR

## se positionne sur les blockchains et les ICO<sup>1</sup>

par Lætitia Reynaud

Gordon S. Blair, qui fait partie des plus anciens cabinets de conseil juridique de la Principauté, poursuit son développement en se tournant vers les nouvelles technologies. Conscients d'assister à une véritable révolution numérique, à laquelle la Principauté ne peut échapper, Gilbert Delacour et David de Pariente, associés chez Gordon S. Blair ont choisi de se positionner sur les problématiques juridiques et fiscales qui en découlent, tout en restant à la fois un cabinet généraliste mais composé de spécialistes reconnus dans leurs domaines d'activité respectifs



Gilbert Delacour

Gilbert Delacour affirme d'ailleurs avoir l'ambition d'offrir à ses clients les mêmes compétences que ce qu'ils peuvent trouver au sein des principales places internationales : « Nous sommes les correspondants d'importants cabinets internationaux, nous souhaitons accompagner la Principauté dans toutes ses évolutions. La transition numérique ne peut pas être uniquement pensée en termes technique et technologique, elle doit aussi se faire à travers une législation adaptée afin d'éviter toutes sortes de dérives. Et c'est là que nous avons un rôle à jouer, en offrant à la fois à nos clients des conseils adaptés à leurs nouveaux besoins et en restant pour l'Etat monégasque un interlocuteur capable de proposer des solutions. »



David de Pariente

En septembre dernier, Gordon S. Blair a recruté une dizaine de jeunes collaborateurs qui possèdent tous, en plus de leurs compétences juridiques spécifiques, une culture high tech : « C'est un choix délibéré, car ces nouvelles recrues, ont déjà compris quels sont les enjeux de la révolution numérique que nous sommes en train de vivre et notre cabinet a besoin que les problématiques juridiques ou fiscales de nos clients soient envisagées de manière globale. »

Pour David de Pariente, les juristes de la Principauté doivent s'emparer de ces sujets qui sont en train de définir l'avenir économique du pays : « Avec Thierry Poyet, qui est actuellement conseiller technique pour le Gouvernement, Jean-Philippe Cla-

ret et Yannick Quentel nous avons créé l'association World of Blockchains Monaco pour faciliter l'introduction de cette technologie auprès des acteurs économiques et institutionnels de la Principauté. Il faut savoir que déjà, à Monaco, des entrepreneurs développent des activités liées aux blockchains, mais il leur est très difficile de trouver une banque qui les accompagne faute d'un cadre légal, alors ils se tournent vers d'autres juridictions. »

Il est vrai que lorsque l'on évoque les blockchains, l'aspect sulfureux des crypto-monnaies vient immédiatement à l'esprit. David de Pariente est tout à fait conscient que ce sujet reste tabou, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a participé à la création de World of Blockchains, pour démystifier cette technologie, qui peut, selon lui, apporter énormément à la Principauté : « Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi, il faut bien évidemment que cette activité soit régulée et que la Principauté conserve ses valeurs et ses fondamentaux, mais il faut aussi qu'elle puisse tirer des bénéfices de ces nouvelles activités sans détériorer son image. Le secteur bancaire attend qu'il y ait un cadre juridique, en Suisse, des banques comme UBS ont déjà beaucoup innové, il n'y a donc pas de raison que ce ne soit pas aussi le cas à Monaco. »

L'association est d'ailleurs à l'origine du projet de loi sur les blockchains : « Nous sommes conscients que c'est une vraie révolution et chez Gordon S. Blair nous

1. Initial Coin Offering : méthode de levée de fonds, fonctionnant via l'émission d'actifs numériques échangeables contre des crypto-monnaies durant la phase de démarrage d'un projet

participons activement aux réflexions du pays, car il est important que Monaco puisse aider des entreprises à se développer sur ce marché alternatif.»

Gilbert Delacour souligne d'ailleurs qu'un important travail de pédagogie est à mener auprès des acteurs économiques de la Principauté : « Si demain Monaco accueille des ICO\*, le conseil juridique sera essentiel, l'avantage d'être une place relativement petite, c'est que les choses peuvent bouger très vite. Ne pas encadrer est impossible et ce serait dommage de passer à côté d'une telle opportunité. Chez Gordon S. Blair, nous prenons déjà des dispositions pour accompagner cette nouvelle forme d'investissement. Nos clients ont besoin de réactivité, ils

doivent pouvoir gérer toutes leurs affaires à Monaco, notre force est de savoir multiplier et coordonner les spécialités, car pour comprendre un projet il faut avoir une vision d'ensemble et l'envisager sur tous ses aspects ».

Aujourd'hui, les associés de Gordon S. Blair, ne peuvent que constater que les ICO se font ailleurs, ce qui représente une perte d'opportunité pour Monaco : « Il ne faut pas sous-estimer la fortune des résidents, qui sont plus jeunes qu'auparavant, toujours actifs et à la recherche de nouvelles formes d'investissements. Il est important de leur donner la possibilité de le faire à Monaco. » souligne Gilbert Delacour qui souhaiterait que Monaco de-

viennne une plateforme en Europe pour les blockchains.

La réalisation d'ICO peut devenir une nouvelle activité à Monaco, à condition que ces entités aient une substance légale en Principauté et dépendent du droit monégasque, un garde-fou d'autant plus nécessaire, pour David de Pariente, qu'il donnerait aussi la possibilité à Monaco de générer de l'activité et de l'emploi : « Il faut concilier le développement de l'innovation tout en se protégeant des dangers d'une déréglementation. Il y a 10 ans, ces sujets n'existaient pas, notre rôle est d'anticiper les problématiques juridiques et fiscales que l'utilisation de certaines technologies peuvent engendrer. »

## **GORDON S. BLAIR** prepares for blockchain and ICO\* market

**Gordon S Blair, one of the longest-standing law offices in the Principality, is continuing its development by embracing new technology. Partners in the firm, Gilbert Delacour and David de Pariente, are aware that a veritable and inevitable digital revolution is taking place and they have chosen to prepare for any resulting legal and fiscal issues, whilst at the same time retaining the law office's broad base of competences and including renowned specialists in their respective fields.**

Gilbert Delacour states that his aim is for his clients to find in Monaco the same services as they might find in the main international marketplaces: "We are, in fact, in touch with big, international firms, as we wish to guide the Principality throughout these changes. The digital transition should not be considered only in terms of technology: there also needs to be suitable legislation in place, in order to ensure things stay on course – and this is where we come in, offering our clients both good advice tailored to their needs, as well as communicating with the Monaco state and coming up with solutions."

In September, some 10 young staff were recruited at Gordon S Blair, who all possess hi-tech knowledge as well as being experts in their own particular fields: "This was a deliberate move as these new recruits have already understood the challenges of the digital revolution we are going through and our firm needs our clients' legal and fiscal issues to be overseen in a global manner."

David de Pariente believes that the Principality's lawmakers need to appropriate the issues that are defining Monaco's economic future: "Along with Thierry Poyet (currently a government technical advisor), Jean-Philippe Claret and Yannick Quentel, the four of us have created the

association, World of Blockchains, in order to facilitate the introduction of this technology to the Principality's main economic and institutional players. It should be noted that entrepreneurs in Monaco are already developing activities linked to blockchains but it is very difficult for them to find a bank to work with, as there is no legal context, so they are turning to other authorities."

It is true that when we talk about blockchains, the scandals linked to cryptocurrencies immediately spring to mind. David de Pariente is well aware that this remains a taboo subject and it was for this reason that he took part in the creation of World of Blockchains: he wanted to demystify this technology which could, he believes, be of enormous benefit to the Principality: "It must not be done any-old-how. Obviously, these activities need to be regulated so that the Principality can retain its basic values – but Monaco must be able to reap the benefits of these new activities without compromising the Principality's image. The banking community is waiting for a legal context to be set up; but in Switzerland, many innovations have been made by banks like UBS so there is no reason why this should not also be the case in Monaco."

The association is also at the root of a proposed law on blockchains: "We

\*An Initial Coin Offering is a type of funding using cryptocurrencies and can be a source of capital for start-up companies



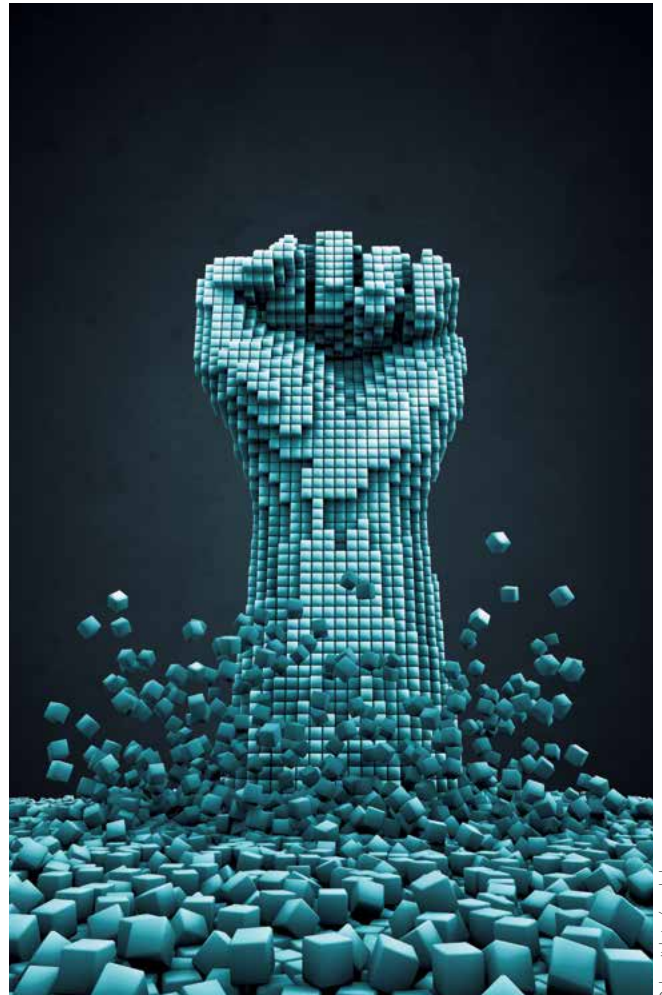
Une partie des nouveaux arrivants / Some of the newcomers

realise that this is a real revolution and at Gordon S Blair we are actively participating in government deliberations, as it is important that Monaco be able to assist companies in their development into this alternative marketplace."

Gilbert Delacour knows that the Principality's financial players are on a steep learning curve and will need more information: "If Monaco adopts ICOs tomorrow, then legal advice will be essential. The advantage of being a relatively small financial market is that things can move very quickly here. It would be impossible to have no legal context but letting such an opportunity pass by would be really harmful for the future of the Principality. At Gordon S Blair, we already have systems in place for this new type of investment. Our clients need us to be proactive and they must be able to manage all their affairs within Monaco. Our strength lies in knowing how to offer multiple services and to coordinate each specialism – in order to understand a project, you need to have an overall vision of all its aspects."

Partners at Gordon S Blair are now starting to notice that ICOs are taking place elsewhere, which represents an important loss for Monaco: "The wealth of the Principality's residents should not be underestimated. They are younger than previously, still working and looking for new types of investment. It is important to give them the chance to do this in Monaco," remarks Gilbert Delacour, who hopes that Monaco will become a European hub for blockchains.

The production of ICOs could also become a new activity in Monaco, on condition that they carry a legal weight in the Principality and are governed by Monaco law – a necessary safeguard according to David de Pariente, who also sees the possibility of job creation in Monaco: "We need to come to terms with the development of these innovations, whilst also guarding against the dangers of deregulation. These subjects did not exist 10 years ago, so our role is to anticipate the legal and fiscal issues that can be a result of using certain technologies."



© depositphotos, grandeduc